

ARRÊTÉ.

Le Vice-Président du Conseil chargé de l'intérim du  
Ministère de l'Éducation Nationale

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et notamment l'article 4;

Sur la proposition de la Commission départementale des monuments naturels et des sites de *Loir-et-Cher*

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont inscrites à l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général, par application de l'article 4 de la loi du 2 Mai 1930, les rives de la Loire sur une longueur de 1.500 mètres en amont et 1500 mètres en aval du Pont de Blois (Loir-et-Cher) avec les berges, quais, levées et promenades qui bordent le fleuve sur la même étendue, appartenant à l'Etat français et à la commune.

.....